

## Panorama financier des OPC<sup>1</sup> – France

3<sup>ème</sup> trimestre 2022

### Les fonds non monétaires continuent de collecter au 3<sup>ème</sup> trimestre

- Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 :

Les achats nets d'**OPC non monétaires** s'établissent à 3 milliards (cf. tableau p.2). Les sociétés non financières et autres institutions financières sont les principaux souscripteurs nets (respectivement + 8 milliards et + 6 milliards). En termes de placements, les OPC non monétaires acquièrent essentiellement des titres d'OPC et des titres de créances long terme (+ 5 milliards chacun), tout en privilégiant les titres émis par les résidents (+ 10 milliards) et dans une moindre mesure les titres émis par les résidents hors Zone Euro (+ 4 milliards).

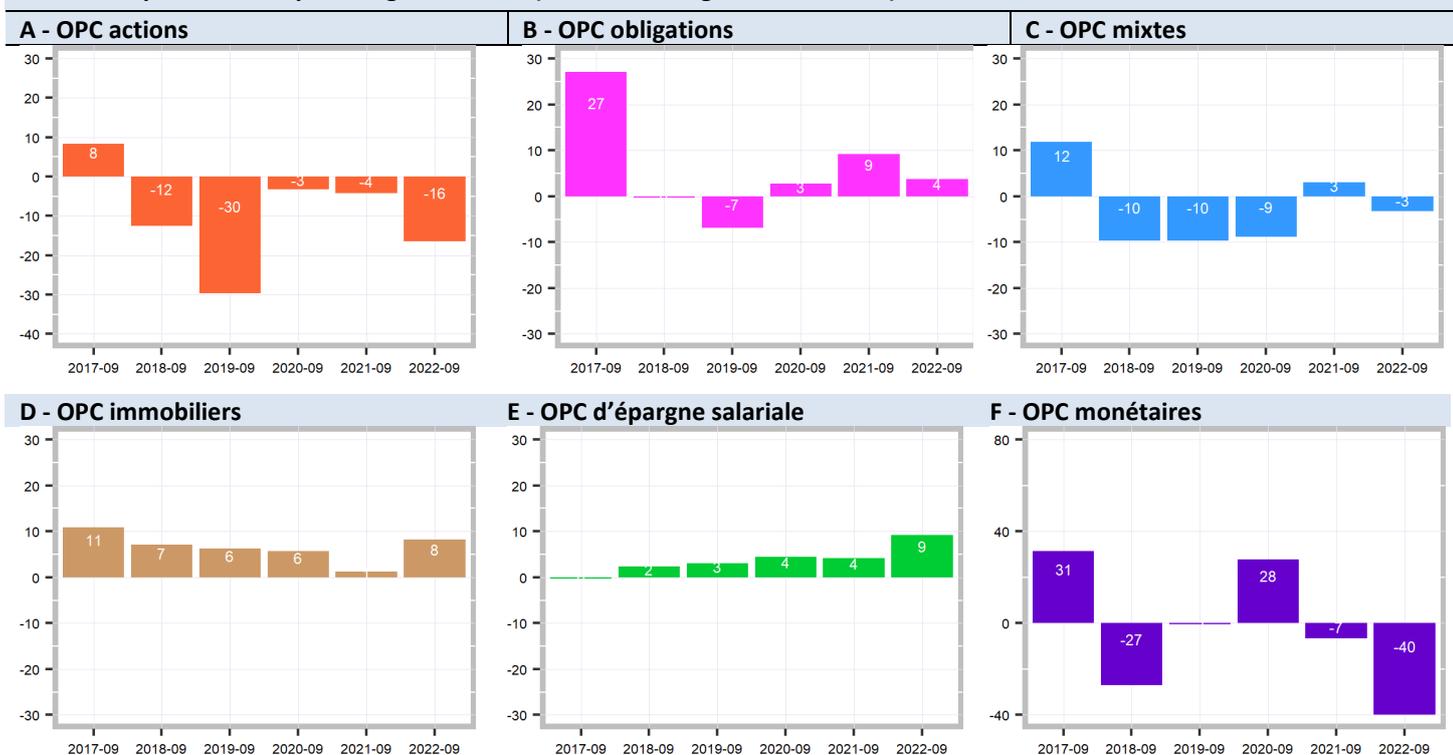
Les **OPC monétaires** enregistrent des rachats nets de 15 milliards d'euros en raison principalement des désengagements des assurances (- 20 milliards). Malgré la diminution des actifs sous gestion, les OPC monétaires demeurent acheteurs net de titres de créances court terme (+ 4 milliards), notamment ceux émis par les sociétés non financières (+6 milliards). Les désinvestissements concernent principalement les titres de créances long-terme (-9 milliards) et les dépôts et autres placements nets (- 10 milliards).

- Sur un an glissant :

Les **OPC non monétaires** enregistrent des souscriptions nettes de 9 milliards (cf. tableau p.2) malgré des désengagements de 16 milliards sur les fonds actions (cf. G1) compensés par des flux positifs sur les fonds d'épargne salariale, les fonds immobiliers et les fonds obligations (respectivement + 9 milliards, + 8 milliards et + 4 milliards, cf. G1). Les gérants s'orientent vers des actifs émis par les IFM et les administrations publiques (respectivement +23 milliards et + 20 milliards) au détriment de ceux émis par les sociétés non financières (-50 milliards). Les titres de créances long terme demeurent privilégiés ainsi que les titres d'OPC (+ 15 milliards chacun) au détriment des dépôts et autres placements (-16 milliards).

Les souscriptions nettes des **OPC monétaires** sont nettement négatives (- 34 milliards, cf. tableau p.2 et - 40 milliards en flux non consolidé, cf. G1-F) sur un an glissant. Les sociétés non financières et les assurances sont les principaux vendeurs de parts (respectivement - 23 milliards et - 20 milliards). En contrepartie, les fonds ont cédé des titres de créances long terme (-21 milliards) et des dépôts et autres placements nets (- 15 milliards)

#### G1. Souscriptions nettes par catégories d'OPC (Flux - 12 mois glissants – Mds €)



<sup>1</sup> Organismes de placement collectif

## Placements et détention des OPC

(en milliards d'euros)

Placements		Flux nets (a)		Encours Part (%)		Investisseurs		Flux nets (a)		Encours Part (%)	
		2022T3	4 trim. glissants	2022T3				2022T3 (g)	4 trim. glissants	2022T3	
<b>OPC non monétaires</b>	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>1 408</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>1408</b>	<b>100%</b>	
<b>par type d'instrument</b>	Titres de créance CT	2	-3	19	1%	<b>Résidents</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>1261</b>	<b>90%</b>	
	Titres de créance LT	5	15	374	27%	Sociétés d'assurance	4	2	541	38%	
	Actions	3	-4	538	38%	Ménages (yc ISBLSM)	-4	2	296	21%	
	Titres d'OPC	5	15	346	25%	OPC non monétaires	-7	-9	140	10%	
	Actifs immobiliers	-1	4	98	7%	Administrations publiques	-4	1	141	10%	
	Dépôts et autres placements nets (b)	-10	-16	34	2%	IFM	-2	-3	69	5%	
<b>par zone géographique (c)</b>	Résidents	11	35	662	52%	Sociétés non financières	8	10	61	4%	
	Non-résidents Zone euro	0	-18	382	30%	Autres institutions financières	6	3	12	1%	
	Non-résidents hors Zone euro	4	5	232	18%						
<b>par secteur émetteur (c)</b>	Sociétés non financières et divers (d)	4	-50	591	46%	<b>Non-résidents Zone euro</b>	<b>-2</b>	<b>-3</b>	<b>111</b>	<b>8%</b>	
	IFM	0	23	182	14%	IFM	-5	-10	76	5%	
	Administrations publiques	1	20	114	9%	Non IFM	3	7	35	2%	
	Autres (e)	9	29	389	31%	<b>Non-résidents hors Zone euro</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>36</b>	<b>3%</b>	
	dont titres d'OPC non monétaires	3	5	276	22%						
<b>OPC monétaires (f)</b>	<b>Total</b>	<b>-15</b>	<b>-34</b>	<b>304</b>	<b>100%</b>	<b>Total</b>	<b>-15</b>	<b>-34</b>	<b>304</b>	<b>100%</b>	
<b>par type d'instrument</b>	Titres de créance CT	4	1	212	69%	<b>Résidents</b>	<b>-20</b>	<b>-38</b>	<b>227</b>	<b>75%</b>	
	Titres de créance LT	-9	-21	44	15%	Sociétés d'assurance	-20	-20	81	26%	
	Titres d'OPC	-1	0	0	0%	Sociétés non financières	-3	-23	45	15%	
	Dépôts et autres placements nets (b)	-10	-15	48	16%	OPC non monétaires	-1	6	67	22%	
<b>par zone géographique (c)</b>	Résidents	7	-10	117	46%	Ménages (yc ISBLSM)	0	-1	3	1%	
	Non-résidents Zone euro	-2	1	83	33%	Administrations publiques	7	4	17	6%	
	Non-résidents hors Zone euro	-11	-11	56	22%	Etablissements de crédit	0	1	6	2%	
<b>par secteur émetteur (c)</b>	Etablissements de crédit	-14	-27	144	56%	Autres institutions financières	-1	-5	8	2%	
	Sociétés non financières et divers (d)	6	3	68	27%	<b>Non-résidents Zone euro</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>69</b>	<b>23%</b>	
	Autres (e)	2	13	34	13%	IFM	2	5	64	21%	
	Administrations publiques	-1	-9	10	4%	Non IFM	-1	0	4	1%	
					<b>Non-résidents hors Zone euro</b>	<b>3</b>	<b>-2</b>	<b>8</b>	<b>3%</b>		

Note: en raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France

(a) Variation d'encours pour les OPC monétaires

(b) Les dépôts et autres placements nets incluent les produits dérivés, les actifs non financiers et les autres créances, ces postes étant nets des engagements divers du passif

(c) Hors dépôts, autres placements nets et actifs immobiliers; part calculée sur le total du portefeuille titres

(d) Les divers ajoutés aux SNF sont constitués d'institutions financières diverses du reste du monde (non IFM, tels que des entreprises d'assurance)

(e) Autres : OPC non monétaires, assurances et autres Institutions Financières

(f) Données consolidées : l'encours consolidé des OPC monétaires exclut la détention de titres des OPC monétaires résidents.

(g) Les données du trimestre par secteur investisseurs sont provisoires et révisées le trimestre suivant.